

Les Délégués employeurs

Historique de la Délégation Patronale Française à l'OIT et à l'OIE

Par Jean-Jacques OECHSLIN.

Le premier des délégués patronaux français à l'OIT, en l'occurrence à la première Conférence internationale du Travail qui s'est tenue à Washington en 1919, a été un industriel du textile, Louis GUERIN. Comme il n'y avait pas alors d'organisation centrale du patronat, le ministre du Commerce, Étienne CLEMENTEL, convoqua une réunion des organisations de branche pour constituer la délégation patronale française. Cette réunion fut aussi, dit-on, à l'origine de la création de la « Confédération de la Production française ».

Louis GUERIN fut élu membre titulaire du Conseil d'Administration du BIT dès 1919. Depuis lors le délégué des employeurs français a toujours été élu à ce poste. Louis GEURIN décéda en mars 1920 et fut remplacé par Robert PINOT, délégué général de l'UIMM.

En fait, l'UIMM va prendre en charge l'organisation de la délégation patronale à l'OIT, situation qui se prolongera en partie jusqu'en 1974. Robert PINOT était déjà en relations avec d'autres patronats européens dès 1911 en vue d'établir une organisation internationale d'employeurs. En 1911, à l'occasion de l'exposition internationale à Turin, les représentants italiens avaient lancé une initiative dans ce sens. En 1914, PINOT avait même organisé une rencontre à Paris avec des représentants patronaux italiens, belges, anglais et allemands. Interrompus par la guerre, ces contacts aboutiront, à l'occasion des réunions de l'OIT, à la création de l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Robert PINOT décéda en 1926 et fut remplacé par Alfred LAMBERT-RIBOT, son successeur à l'UIMM. Il ne semble pas que la CGPF ait été impliquée dans la représentation française à Genève entre les deux guerres. Les contacts avec d'autres branches étaient assumés par l'UIMM, en particulier par Pierre WALINE, engagé à cet effet par PINOT en 1923. Après la guerre, le poste fut occupé brièvement par le colonel Antoine ARGOUD qui se trouvait à Londres. Pierre WALINE fut le délégué patronal français à l'OIT et à l'OIE de juin 1945 à novembre 1974 (et après 1953, le président de l'OIE et du groupe employeur). Dès sa création en 1945, le CNPF a assumé la représentation des employeurs français à l'OIT et à l'OIE mais, en pratique, l'UIMM fournira le poste de délégué en la personne de WALINE, qui progressera dans sa hiérarchie jusqu'au titre de délégué général. Il restera longtemps chargé de la préparation et du suivi de ces affaires, en particulier grâce au chef de son service juridique, Jacques LEBLANC. Pierre WALINE eut cependant un bureau au CNPF le « 40I », qu'il n'utilisait guère. Il fut également membre coopté de son Comité exécutif.

Cependant, un collaborateur du CNPF fut affecté aux fonctions d'assistant de Pierre WALINE à partir de 1955 ; il s'agissait de EPPE, puis de Louis MERMILLOD de 1956 à 1968 et enfin de moi-même, Jean-Jacques OECHSLIN, à partir de 1968. Nous avions le titre de « chef du service des relations avec l'OIT » et disposions d'un

secrétariat réduit. L'UIMM qui continuait à être très impliquée dans ces questions était fortement représentée dans les délégations patronales.

La Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) a tenu à être associée à la représentation patronale française comme l'une des organisations représentatives au plan national. Par une lettre du 5 juin 1953 le président VILHERS offrit à la CGPME un siège de conseiller technique dans la délégation des employeurs à la Conférence internationale du Travail.

Le délégué général Léon GINGEMBRE manifesta son accord dans une lettre du 29 juin. Le nombre de ces conseillers techniques fut ultérieurement porté à deux pour tenir compte des effectifs de la délégation patronale, calquée sur celle des travailleurs qui doit tenir compte du pluralisme syndical.

La collaboration de la CGPME n'a jamais posé de problèmes et ses représentants se sont parfaitement intégrés à l'équipe.

En 1974, Pierre WALINE prit sa retraite et je fus nommé délégué des employeurs français et élu dès cette date membre titulaire du Conseil d'Administration. En 1980, je fus élu Président de l'OIE et du groupe employeur ainsi que nommé en même temps « Directeur des affaires sociales internationales » du CNPF, ce qui couvrait aussi les questions sociales européennes.

J'ai assumé ces fonctions internationales, de 1990 à juin 1998, à plein temps à Genève.

Bernard BOUSSAT qui fut mon suppléant à l'OIT et à l'OIE me remplaça comme membre titulaire du Conseil d'Administration en novembre 1998 et ce jusqu'à la fin de mon mandat qui expira en juin 1999.

A cette date, c'est Bernard BOISSON, Conseiller du Président du MEDEF qui lui succède et ce jusqu'au 15 juin 2007, date de nomination d'Emmanuel JULIEN, Directeur adjoint aux affaires sociales du MEDEF, en qualité de délégué des employeurs à la CIT et membre du conseil d'Administration du BIT.

En décembre 2013, c'est Garance PINEAU, Directrice adjointe en charge des affaires sociales et européennes au MEDEF, qui est nommée.